

LA VÉRITÉ



Premier journal paru dans la clandestinité (N° 1 août 1940) PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE Section française de la IV^e Internationale

Bulletin intérieur Prix : 2 francs

Voir l'article sur l'Indochine en deuxième page

De la lutte contre le "Bloc des Gauches" au Bloc des Radicaux...

Double jeu, Monsieur Blum?

par M. BAUFRÈRE

Il semblait jusqu'alors que l'ensemble des partis d'accord au moins sur un point: faire le silence sur les véritables problèmes qui se poseraient à la Constituante...

mais la collaboration est possible, et même facile avec lui, sur les problèmes capitaux de l'heure présente, je veux dire les problèmes économiques et sociaux et les problèmes d'ordre international.

Si les radicaux consentent de bon cœur, comme je le souhaite, à participer aux « réformes de structure », tant mieux; la porte est ouverte et ils seront les bienvenus. Je n'espère pas que le Centre et la Droite aient été touchés de la grâce et, à en juger par le récent discours de Paul Reynaud, ils resteront les tenants de la vieille économie dite libérale.

Résumons-nous, s'il vous plaît. M. Blum ne veut pas former un bloc anti-communiste. Sous condition que le P.C.F. soit d'accord pour remettre les pleins pouvoirs à De Gaulle.

Voilà ce que les dirigeants du P.C.F. doivent dire aux travailleurs. Il ne suffit pas de se placer sur ce qui aurait été possible dans le cas où M. Blum aurait accepté le Parti unique...

Oui ou non, acceptera-t-il à nouveau de siéger dans le même gouvernement que les agents de trusts?

ROMPEZ LA COALITION AVEC LES AGENTS DES TRUSTS! A BAS LE POUVOIR PERSONNEL DE GAULLE!

GOVERNEMENT SOCIALISTES, COMMUNISTES, C. G. T.!

Le TROTSKISME c'est le vrai COMMUNISME

R IEN n'est plus frappant que la similitude des positions prises par notre parti dans la présente bataille électorale avec celles que défendait EN 1924 le Parti Communiste qui n'était pas encore « Communiste-FRANÇAIS », mais la Section Française de l'Internationale Communiste.



Parti Communiste (S. F. I. C.)

120, RUE LAFAYETTE - PARIS X^e



listes (S. F. I. O.) avec le Parti Radical. Il offrait, sans se laisser décourager par les refus des opportunistes, la Constitution d'un Front Unique prolétarien.

Aujourd'hui le parti stalinien fait de la collaboration ministérielle avec De Gaulle, Diethelm et autres agents des Trusts. Il forme des blocs électoraux avec les Radicaux de Daladier l'emprisonneur d'ouvriers, le briseur de grève, et d'Herriot l'admirateur de Pétain.

Le document rappelle d'abord les propositions faites en 1923 au PS de former pour les élections l'Union « contre toutes les forces unies ou séparées de la bourgeoisie, de toutes les forces unies des travailleurs des villes ou des campagnes » et concluant:

« Ou avec le Parti Communiste pour constituer l'unité de combat de la classe ouvrière contre tous les bourgeois de droite ou de gauche.

« Ou avec le Parti Radical contre le Parti Communiste qui se refuse absolument à pratiquer la collaboration de classe.

« C'est à vous qu'il appartient de décider en rompant d'abord toute collaboration avec la bourgeoisie radicale, en renonçant aux cartels déjà conclus et en cessant toute collaboration à la presse et aux meetings du Bloc des Gauches, si l'unité de lutte de la classe ouvrière est possible.

« ... Le Bloc des Gauches, c'est l'union des radicaux et des socialistes pour tenter de sauver la bourgeoisie des conséquences de sa faillite.

Il donne comme objectif la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan socialiste-communiste, excluant tout représentant bourgeois.

« ... Les travailleurs socialistes juront avec sévérité les politiciens dont

les arguties méprisables cherchent à mettre obstacle à l'union nécessaire, contre la bourgeoisie de droite aussi.

OUI-NON

bien que contre celle de gauche, de toutes les forces du prolétariat.

« Elles n'y réussissent d'ailleurs pas. « Le Bloc Ouvrier et Paysan se fera par dessus la tête des chefs qui viennent une fois de plus, de renier en fait la « tactique éprouvée et glorieuse basée sur la lutte de classes » que proclamait, il y a 20 ans, à Amsterdam, la II^e Internationale elle-même, et se fera contre les hommes qui, sans se soucier des « antagonismes de classes

LE GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN.

« Tant pis pour les politiciens qui préfèrent les alliances bourgeoises au front uni des travailleurs!

« Poursuivant avant tout un idéal de classe, mettant au-dessus de tout l'intérêt révolutionnaire du prolétariat, le Parti Communiste entend ne rien négliger pour que la bataille électorale qui s'approche marque une étape décisive vers le gouvernement Ouvrier et Paysan, vers le renversement politique de la bourgeoisie, vers la révolution prolétarienne.

Et pourtant, c'est signé du Comité Directeur du PC où on relève, à côté de noms de dirigeants honnêtes exclus depuis comme opposants de gauche (Rosmer, Monatte, Treint, etc...), les noms de Cachin, Marrane, Midol, Vaillant-Couturier, Thorez, Péri... Aujourd'hui, ces mêmes hommes confient à Herriot la présidence de l'UJRF, héritière bâtarde de la glorieuse Jeunesse Communiste!

COMMENT VOTER ?

- 1) Référendum : 1^{re} question: OUI - 2^e question: NON. 2) Votez pour les candidats ouvriers. 3) Pour quel candidat ouvrier?

La scandaleuse caution électorale exigée par Tixier a pour résultat d'éliminer les candidatures ouvrières libres. (Il est frappant de constater par exemple que les candidats des listes socialistes sont le plus souvent des avocats, des petits bourgeois ou même des bourgeois.)

Pour notre parti qui ne peut compter que sur les cotisations de ses militants et sur les gros sous de ses sympathisants la caution est un obstacle insurmontable. Nous avons dû nous résigner à ne présenter que 2 listes, l'une dans l'Isère, l'autre dans le 1^{er} Secteur de Paris, où les travailleurs pourront VOTER TROTSKYSTE.

Partout ailleurs: Votez pour les candidats ouvriers partisans du OUI-NON (Constituante Souveraine), c'est-à-dire, pratiquement, pour la liste Communiste Française.

LES TROTSKISTES DANS LA BATAILLE ÉLECTORALE

Les Candidats du Parti Communiste Internationaliste

ISÈRE

RAFFIN-DUGENS, le Pèlerin de la Paix à Kienthal, le disciple de Lénine, rallie le IV^e Internationale.

RAFFIN-DUGENS Jean-Pierre. Né le 3 décembre 1861 à Saint-Pierre d'Allevard (Isère). Instituteur retraité. Entré au Parti

Monsieur Soustelle

n'est pas complètement sourd !

N OS lecteurs s'inquiètent à juste titre de la pénible infirmité qui empêche notre ministre dit de l'Information d'entendre nos appels pressants pour une « Vérité » légale avec une attribution décente de papier. Nous pouvons aujourd'hui les rassurer: M. Soustelle n'est pas complètement sourd. Il distingue nettement certaines voix. Celles des Trusts évidemment. Mais c'est un commencement!

En effet, il a promptement obéi aux injonctions de la « Démocratie » de Toulouse (nom de camouflage du journal « La Dépêche », organe collaborateur des frères Sarrault) et si l'opération d'expropriation par la Garde Mobile des nouveaux organes installés à l'imprimerie de « La Dépêche » n'a pas réussi, la faute n'en est pas à M. Soustelle ni à sa surdité.

Ces jours-ci l'appel du compère Debû-Bridel est de nouveau parvenu à son oreille... droite. Il a dépeché la force armée (celle de son collègue de gouvernement Tixier) pour rendre à l'agent des trusts Debû ce qui appartient aux trusts.

Allons, Monsieur Soustelle, tendez votre oreille gauche. Vous entendrez les travailleurs qui vous crient: - LIBERTE DE LA PRESSE! - LIBERTE DE PARUTION POUR « LA VERITE »!

SEINE

PARIS-Rive gauche (1^{er} Secteur)

DEMAZIERES Albert, fonctionnaire, responsable syndical, âgé de 31 ans. Adhérent de la IV^e Internationale depuis 1936, responsable par le gouvernement Daladier pour révoqué par la grève du 30 novembre 1938. Responsable du Comité de la zone Sud du P. C. I. pendant l'occupation, il est arrêté le 2 juin 1942 et condamné par les tribunaux vichystes aux travaux forcés à perpétuité. Délivré de la prison du Puy par les F. T. P. en octobre 1943, il vient occuper un poste responsable dans notre Comité régional parisien jusqu'aux journées d'août 1944. Actuellement Secrétaire Général du P. C. I.

GALLIENNE Jacques, 37 ans. Instituteur. Militant du Parti Communiste de 1931 à 1933. Secrétaire de cellule et secrétaire adjoint du rayon de Charenton-St-Maur. Suspendu pendant 6 mois pour avoir défendu la position trotskyste sur le front unique des partis ouvriers contre le fascisme, puis exclus. Adhère alors à la tendance trotskyste et entre avec elle à la S. F. I. O., secrétaire de la section socialiste de Clamart. Après la sortie de la tendance de la S.F.I.O. en 1934, participe à la fondation du P. O. I. dont il est membre de la Commission de Contrôle. Durant l'occupation il fait partie du Comité de rédaction de « La Vérité » clandestine. Il est membre du conseil syndical de la section de la Seine du Syndicat des Instituteurs.

FILIATRE, ouvrier électricien. Vieux militant des luttes ouvrières, adhère en 1913 aux Jeunes Socialistes. Membre du groupe socialiste pour la reprise des relations internationales sur la base de la conférence de Zimmerwald, il participe à la fondation en France du Parti Communiste en 1920, et y milita jusqu'en 1928. Militant Communiste Internationaliste depuis 1933, participe à la fondation du P. O. I. Il est élu membre du

(Suite p. 2.)

Tous à l'école!

MERCREDI 17 OCTOBRE, à 19 h. 50, sur la Chaîne Parisienne de la Radiodiffusion Française, le Camarade Demazières exposera la politique du Parti.

bre du Parti Communiste de l'Isère depuis 1920. Candidat du P. C. aux élections législatives de 1924 dans l'Isère et aux élections complémentaires de 1925 dans les Hautes-Alpes. Fondateur et ancien rédacteur en chef de « La Voix Paysanne », ancien Secrétaire de la Confédération Générale des paysans travailleurs pour laquelle il fut délégué à Moscou en 1931. Exclu du P. C. F. à son retour pour avoir dénoncé les inégalités de salaire en U. R. S. S. A tenté de reconstruire (Suite p. 2.)

Les Dirigeants du Parti Socialiste donnent la consigne de voter OUI-OUI.

Or, voter oui à la 2^{ème} question, c'est plébisciter la dictature;

c'est accepter comme « programme » la volonté des trusts;

c'est faire bloc avec la pire réaction et les fascistes contre la souveraineté populaire

Les Militants du Parti Socialiste, les travailleurs socialistes répondront :

OUI-NON

Plus fort que la bombe atomique

« A Oakridge (Tennessee), 2.000 ouvriers occupés à la fabrication de la bombe atomique ont abandonné le travail, ce qui ne va pas tarder à compromettre la production. Les ouvriers d'Oakridge ont découvert la réplique à la Bombe Atomique: la lutte de classe!

Cette arme, dont les effets connus de longue date étaient tenus secrets par des dirigeants timorés, assurera au prolétariat mondial la suprématie détenue hier encore par M. Truman!

AIDE TOTALE aux peuples indochinois!

UNE PROVOCATION

C'est en plein Paris et à la veille des élections générales que la police de De Gaulle-Tixier-Jacobi se livre impunément à une véritable provocation contre les libertés démocratiques. Quarante dirigeants de la « Délégation Générale Indochinoise en France » représentants mandatés de 25.000 travailleurs et soldats indochinois — sont jetés en prison, « en application, écrit « Le Monde » du 10 octobre 45, de l'article 80 du Code pénal qui prévoit des sanctions contre toute activité ayant pour objet de détacher de la France des contrées soumises à son autorité ». Cette opération de basse police montre bien toute l'hypocrisie des promesses gouvernementales sur la « liberté » que les Leclerc (De Hauteclaque dans la Cagoule!) et autres condottieri se proposeraient d'apporter aux peuples indochinois!

A l'heure même où les policiers se lancent à la recherche de Tran-Duc-Thao, leader de la Délégation, la presse internationale révèle que le ministre Decoux, bourreau de l'Indochine et ami du Mikado se promène en liberté au bon soleil de l'autonome!

Encore une coïncidence pleine d'enseignements!

QUI A FAIT LE COUP ?

C'est M. Alexandre Parodi, assurant l'intérim au Ministère de la Justice. Mais c'est M. Parodi, l'homme du blocage des salaires! M. Parodi, l'homme qui a contresigné avec Belin l'ordonnance du 16 août 1940 portant dissolution des syndicats!

M. Parodi qui, haut fonctionnaire au Ministère du Travail, traitait avec les SS et les généraux d'Hitler en 1944.

M. Parodi, le ministre du Travail aux ordres des Trusts!

Travailleurs français et indochinois ont le même ennemi.

Mais M. Parodi n'a pas fait son travail tout seul. Sans parler des fonctionnaires vichystes et des policiers sélectionnés par Darlan, jetons un coup d'œil sur la troupe des valets de plume de la presse pourrie.

Ah! quel luxe de mensonges, de fausses nouvelles, de calomnies. En désespoir de cause, ces honorables confrères sont allés jusqu'à écrire que les Japonais avaient tout de même fourni quelque chose aux Annamites, la tactique de combat!

A propos, le « Résistant » et « Combat » ne s'est-il pas distingué dans ce travail. Et qui est ce fameux Colonel Bernard, dont les phrases doucereuses sur la liberté des colonies vous arrachent les larmes du corps, mais qui s'est mis à vomir des saletés sur les Indochinois en lutte, comme n'importe quel plunitif de « l'Epoque »?

Présentons-le: colonial de carrière, possesseur d'importantes propriétés aux colonies, négrier de son métier. Ainsi tout s'éclaire.

COMLOT IMPÉRIALISTE A SAIGON

Malgré les troupes japonaises et britanniques, malgré l'« héroïque coup de main » d'une bande de colons fascistes à Saïgon, la résistance des Indochinois contre la reconquête de leur pays par l'impérialisme français est plus vivace que jamais.

Tout ce qui reste de la flotte française a été concentré en rade de Saïgon. Leclerc-Cagoule prépare avec l'aide anglaise et l'appui des baïonnettes japonaises, le grand massacre des Indochinois pour le compte des gros propriétaires industriels et banquiers français.

L'aide japonaise est reconnue officiellement aujourd'hui et l'objectif ne peut plus être caché: réprimer le mouvement de libération de l'Indochine.

LES BRIGANDS IMPÉRIALISTES SE COALISENT

A Saïgon les impérialistes anglais et français ont subitement publié leurs déclarations solennelles sur leur décision d'écraser implacablement le Japon. De son côté et tout aussi subitement, les impérialistes japonais ont oublié leur fameux mot d'ordre de « l'Asie aux Asiatiques ».

« On sait, déclare l'Associated Presse, que les troupes nippones ont été chargées de maintenir l'ordre dans les régions qu'elles occupent jusqu'à l'arrivée des troupes alliées en nombre suffisant. »

Le général japonais Numata, sous-ordre du maréchal Comte Terachi, le bandit qui terrorisa l'Indochine pendant deux ans, vient de déclarer (28 septembre): « Je ne crois pas que les alliés puissent amener assez rapidement un nombre de troupes suffisant pour assurer leur protection et la nôtre. Il faudrait nous faire confiance, et nous laisser ».

LA CAMPAGNE D'ABONNEMENTS A LA VÉRITÉ EST OUVERTE !

On nous écrit:

« Camarades, En 15 jours, j'ai fait 5 abonnés à La Vérité. Je note cela à l'actif de ma cellule qui entreprend une campagne d'abonnements. Je demande à tous les militants, cellules et régions de participer à un concours d'émulation pour la campagne d'abonnements à La Vérité. Prenez bonne note. Quelle région, quelle cellule apportent le plus grand nombre d'abonnements d'ici le 15 novembre? »

H. GARNIER, 2^e Cellule du 20^e, Paris. »

La réduction de La Vérité soutient la proposition du camarade, en préisant que la campagne d'abonnement part du 15 octobre jusqu'au 30 novembre. Deux volumes des Œuvres choisies de Lénine seront remis à la cellule ou au militant qui, dans le délai fixé plus haut aura recueilli le plus grand nombre d'abonnements. Les conditions sont naturellement les mêmes pour sympathisants.

LA VÉRITÉ. Soutenez le journal du Proletariat. Abonnez-vous à La Vérité. Pour 26 numéros... Fr. 50 Pour 52 numéros... 100

Adressez à Demazières Albert, C.C. Postal 4825-72, Paris.

Impimerie Spéciale de « LA VÉRITÉ »

Seine

- NOS CANDIDATS -

Isère

Comité central. Prisonnier de guerre en 1940, s'évade en 1942 et reprend aussitôt son activité de militant illégal au sein du Comité central du P. O. I. où il est responsable avec Hic et Widelin de la propagande révolutionnaire dans les rangs de l'armée allemande. Arrêté en octobre 43 avec d'autres membres du Comité central du P. O. I., subit pendant 17 jours les supplices de la Gestapo, puis déporté à Buchenwald et envoyé au commando d'extermination de Dora.

BEAUFRERE Marcel dit LESTIN. Postier, 31 ans. Militant des Jeunes socialistes depuis 1930; adhère en 1936 à la IV^e Internationale. Secrétaire du rayon de Saumur du P. O. I. Il est poursuivi au moment de Munich pour « provocation à l'insurrection ». Arrêté le 29 août 1939 pour « provocation de militaires à la désobéissance » et condamné par les tribunaux de Daladier. Militant clandestin pendant l'occupation, assume successivement des responsabilités aux directions des régions parisienne, bordelaise et bretonne du P. C. I. Organise en Bretagne des cellules trotskystes dans les rangs de l'armée allemande, et est arrêté à la suite de cette propagande avec de nombreux militants français et allemands de la IV^e Internationale. Après dix jours de tortures est déporté au camp de Buchenwald. Membre du Comité Directeur du P. C. I.

USCLAT Marguerite, 34 ans, institutrice. Adhère au P. S. O. P. en 1939 puis au P. O. I. reconstitué dans l'illégalité en août 1939. Militante dans la clandestinité à Marseille où elle est arrêtée en juin 1942. Condamnée à 5 ans de prison par les tribunaux vichystes. Transférée à la prison de Rennes en février 1944, puis livrée à la Gestapo; internée au camp de Romainville et déportée en juin 1944 à Sarrebruck, à Ravensbrück puis à la mine de sel de Beendorf.

CORVIN Mathias, ouvrier métallurgiste, 32 ans. Militant du parti socialiste depuis 1930 et Secrétaire Fédéral des J. S.; exclu en 1935 pour trotskysme, participe à la fondation de la Jeunesse Socialiste Révolutionnaire, élu Membre du Comité Central du P. O. I. en 1936. Pendant l'occupation militait illégalement au sein du même organisme jusqu'à son arrestation en août 1942. Condamné par la justice pétainiste il est livré à la Gestapo qui le déporte à Orianenbourg-Mauthausen et à Buchenwald.

CHAUVIN Jean-Pierre dit DUVERGER, 27 ans. Etudiant. Ancien secrétaire adjoint de la Fédération des Jeunes Socialistes de la Gironde, en démissionne en 1937 pour adhérer à la IV^e Internationale.

garder nos armes jusqu'à ce que nos troupes soient rapatriées. »

Il a obtenu et la confiance et le droit de garder ses armes. Miracle produit par le danger du soulèvement révolutionnaire des opprimés.

LA LUTTE CONTINUE

Malgré la coalition des impérialistes l'admirable lutte des peuples indochinois continue.

« Une des principales difficultés, déclare Numata, réside dans la division de l'Indochine en deux zones d'occupation. Les chefs du Viet Minh et le gouvernement qu'ils ont instauré et que soutiennent les nationalistes annamites se trouvent dans la région de Hanoi alors que la zone franco-britannique ne s'étend que jusqu'à un 16^e degré de latitude nord. »

Même dans la zone franco-britannique les masses immenses insurgées tiennent la plus grande partie du territoire.

Et Numata avoue avec tristesse que même si les alliés arrivent « à réprimer les révoltes actuelles par la force le problème du Viet Minh ne sera pas si aisément résolu. »

AIDE TOTALE AUX PEUPLES INDOCHINOIS

Le devoir et l'intérêt des travailleurs du monde et plus particulièrement des travailleurs français est clairement tracé: aide totale au mouvement indochinois de libération! L'insurrection des masses coloniales porte des coups puissants et efficaces à la bourgeoisie française, l'ennemi direct des masses populaires de France. Ce serait un crime de les laisser écraser par des troupes qu'on entraîne à la guerre de la rue et à la répression contre les travailleurs français. Notre mot d'ordre doit être:

— PAS UN HOMME PAS UN SOU POUR LES BUTS DE PILLAGE DE L'IMPÉRIALISME.

— REFUS DES TRAVAILLEURS ET DES DOCKERS DE TRANSPORTER ET D'EXPIÉDER DES ARMES EN INDOCHINE.

— MOBILISATION DES SYNDICATS DU MONDE ENTIER POUR PARALYSER LA MAIN CRIMINELLE DES COLONIALISTES.

LA VÉRITÉ.

« Les prisonniers allemands en France SONT CONDAMNÉS A UNE MORT LENTE »

déclare « LE FIGARO »

Le prolétariat mondial a appris avec horreur la vérité sur les camps de mort nazis, depuis que des milliers de militants ouvriers sont revenus de cet enfer. Destinés au début UNIQUEMENT aux travailleurs intellectuels antifascistes ALLEMANDS, ces camps barbares étaient devenus le symbole de la barbarie CAPITALISTE poussée au paroxysme.

Mais voilà que cinq mois à peine après la révélation de Buchenwald et de Belsen, l'impérialisme français, qui aime à se draper des grands principes de « liberté, égalité, fraternité », s'est rendu coupable de crimes presque aussi monstrueux que ceux des tortionnaires nazis. Lisez le récit suivant sur la vie dans les camps de prisonniers de guerre allemands en France, où 600.000 simples soldats, ouvriers, paysans, artisans, sont condamnés à une mort lente d' inanition. C'est le journal bourgeois « Le Figaro », qui en édate dans son numéro du 22 septembre toute la barbarie. Mais pour lui il ne s'agit que de défendre les intérêts des capitalistes et du rendement de cette main-d'œuvre à bon marché.

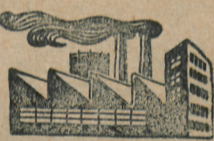
« La situation des prisonniers est plus que misérable. Leur ration journalière en calories se monte à 900 (à Belsen ce fut 800 calories!), c'est-à-dire, d'après l'opinion d'un médecin, « juste assez pour qu'un homme couché, ne bougeant pas, ne meure pas trop vite » (sic). La mortalité est effrayante. LA MOYENNE DE POIDS EST DE 35 à 40 KG! Les hôpitaux sont pleins. Avec le froid, c'est la catastrophe. Le général Buisson, directeur des prisonniers de guerre de l'Axe, n'hésite pas à déclarer au reporter de « Le Figaro »: « IL ARRIVE QU'ON LAPIDE LES COMMANDOS DE PRISONNIERS, PARFOIS QU'ON LES TUE. » « Les uniformes sont en loques, parfois en tel état que la décence élémentaire n'autorise plus à envoyer travailler certains prisonniers. A L'APPROCHE DE L'HIVER NOUS DISPOSONS D'UNE COUVERTURE POUR 5 OU 6 HOMMES... »

Voilà le véritable visage de l'impérialisme français démasqué, après celui de l'impérialisme allemand! Est-ce cela que les milliers d'ouvriers sincères ont voulu quand ils se sont engagés dans le maquis ou dans la résistance? Est-ce pour imposer à leurs frères allemands un esclavage semblable à celui qui pesait sur eux qu'ils ont lutté pendant des années contre la terreur de la Gestapo? Ou n'est-ce pas plutôt pour un monde nouveau, où l'abominable barbarie disparaîtrait pour TOUS LES HOMMES? Et faut-il être très lucide pour comprendre que la libération, la véritable, loin d'être achevée, est à peine entamée, aussi longtemps que la bourgeoisie impérialiste reste maître quelque part sur la terre?

Nous appelons TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES OUVRIERS, qui comme nous ont souffert pendant de longs mois dans les camps de concentration nazis, A PROTÉSTER CONTRE CETTE BARBARIE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS! Nous appelons en premier lieu nos camarades socialistes et communistes, qui, avec nous, ont lutté pendant cinq ans pour qu'il n'y ait plus de camps de concentration sur la terre, à envoyer des lettres de protestation au gouvernement CAR CE REGIME INHUMAIN DANS UN PAYS SANS GOUVERNEMENT FASCISTE, MAIS OU DES SOCIALISTES ET DES COMMUNISTES SONT MINISTRES DE LA RÉPUBLIQUE, SONT PREFETS ET MAIRES, ET OU SUR LE TERRITOIRE ADMINISTRÉ PAR EUX, DES MILLIERS D'HOMMES DU PEUPLE ALLEMAND MEURENT DES MEMES SOUFFRANCES QUE NOUS AVONS EPROUVÉES! Et si l'impérialisme français se montre aujourd'hui cruel à ce point-là envers des prisonniers de guerre allemands, qui l'empêchera de retourner demain toute

sa cruauté contre les REVOLUTIONNAIRES FRANÇAIS, LES OUVRIERS FRANÇAIS, LES SOCIALISTES ET LES COMMUNISTES FRANÇAIS, comme il l'a déjà fait hier envers les héros de l'Armée Républicaine espagnole? Qui pourra l'en empêcher si ce n'est la réaction des travailleurs français? Des travailleurs du monde entier?

Le Groupe des Déportés internationaux.



SUR LE FRONT OUVRIER

LA II^e CONFÉRENCE SYNDICALE INTERNATIONALE

par B. GRANGER

UNE curieuse coïncidence fait que les conférences syndicales internationales soient toujours convoquées en même temps que les réunions des 3 ou des 5 grands. En janvier dernier, la réunion de Yalta fut doublée par la conférence syndicale, qui en fut si bien le reflet que les délégués s'attirèrent de la part du vieux journal anglais « Observer » une comparaison avec les disques de phono « La Voix de son Maître ».

Cette fois-ci la conférence syndicale de Paris a doublé celle des 5 grands de Londres. Comme de l'autre côté de la Manche, on se disputa entre « occidentaux » et « orientaux »; entre « grands » et « demi-grands » et « petits ». A Londres, Molotov et Berin s'acharnèrent l'un sur l'autre à propos de la « définition de la démocratie ». A Paris, le lord « socialiste » W. Citrine souleva la dispute des « syndicats de bonne foi ». Par là il aurait voulu évincer les centrales syndicales des pays influencés par l'URSS, avec laquelle ses maîtres, les impérialistes britanniques sont en conflit. Comme à Londres, comme à San-Francisco, les « grands » mènent le jeu. On se disputa pour les places dans le conseil syndical mondial et les « grands » voulurent réduire les petits, à la portion congrue, tandis que ceux-ci protestaient amèrement.

Le principal point à l'ordre du jour fut l'organisation de la paix. On entendit à souhait les phrases creuses des discours officiels sur la « collaboration internationale » et la « sécurité collective ». On y ajouta les slogans habituels sur « les trusts sans patrie ». Mais on ne songea nullement à appeler à l'action les masses pour combattre ces trusts. Le

Briseurs de grèves!

Les Echos, 14 septembre 1945 (organe du grand patronat):

« Si vous doutez que ce soit possible, voyez l'exemple des mineurs. Le Général De Gaulle et Maurice Thorez sont allés leur parler et leur ont demandé, logiquement, patriotiquement, humainement, de produire davantage de charbon. Je ne sais lequel ils ont écouté, peut-être les deux; toujours est-il que, sans contrainte, la production de charbon a sensiblement augmenté et augmente encore. »

1936: savoir terminer une grève.

1945: savoir briser une grève.

Quand mon ennemi me félicite, je me demande quelle faule j'ai bien pu commettre...

(Suite de la première page)

Condamné sous Daladier en 1939 pour propagande anti-militariste, est exclu au début de 1940 de l'école des Elèves Officiers de réserve de Poitiers pour ses « opinions communistes ». Militant illégal pendant l'occupation est arrêté par la flicaille vichysto en août 1942. S'échappe et, de nouveau, est arrêté en février 43 et livré à la Gestapo; déporté à Mauthausen et successivement transféré aux camps de Loibl-Pass, à Birkenau, Auschwitz, Buchenwald, Bergen-Leimnitz.

SAUJET Edith, employée des P. T. T., 25 ans. Militante dans les organisations ouvrières de jeunes comme la Fédération des Pionniers Rouges depuis 1937, adhère dès sa fondation à la J. S. O. P. où elle milita jusqu'à sa dissolution par le gouvernement Daladier, à la déclaration de guerre. Adhère dès le début des hostilités au P. C. I. illégal, militante sans interruption dans la clandestinité. Responsable du Comité de ménagères du 13^e arrondissement d'octobre 1944 à avril 1945, elle assume depuis peu des responsabilités syndicales.

PRADALES, employé, 32 ans. Militant de la IV^e Internationale depuis 1935, il participe en 1936 à la fondation du P. O. I. Responsable syndicaliste-illégal de 40 à 42, il milita dans l'illégalité dans les rangs du P. C. I. dont il est responsable du rayon Paris-Est. Arrêté par la Gestapo en février 1944 et déporté au camp d'extermination de Mauthausen, puis transféré à Melke et à Ebensee.

LAPOUMEYROULIE Jeanne, institutrice, 25 ans. Adhérante au P. C. I. en mars 1941, elle n'a cessé de militer depuis. Active militante syndicale. Compagne du camarade Lapou qui, livré par des bureaucrates stalinien à la D. G. E. R., vient de sortir des camps de concentration de De Gaulle.

SUSCRIVEZ POUR LES 200.000 Fr.

Soutien du Socialist Workers Party (Section américaine) de la IV^e Internationale, pour les élections. 40.000 fr.: un groupe de campeurs, 211 fr.; X, 19 fr.; un copain, 10 fr.; H. C., 10 fr.; un postier, 65 fr.; H. F., 50 fr.; un soldat, 20 fr.; Canadian soldier, 160 fr.; R. Xef, 20 fr.; P. T. T. Can., 50 fr.; un Corse, 50 fr.; un étudiant, 20 fr.; B., 13 fr.; un ancien J. S. R., 50 fr.; Georges, 200 fr.; A. B., 200 fr.; G., 200 fr.; Géo, 50 fr.; A. L., 100 fr.; R., 100 fr.; D. D., 50 fr.; Lulu, 100 fr.; Y. C., 50 fr.; Pierrot, 10 fr.; P. P., 40 fr.; François, 50 fr.; Al. et A., 50 fr.; Hubert (2^e vers.), 20 fr.; Benoît, 20 fr.; Rose, 5 fr.; Papin, 5 fr.; Ballin, 20 fr.; Henri, 20 fr.; Sausin, 20 fr.; une institutrice, 50 francs; S. R., 10 fr.; Claude, pour la caution, 50 fr.; un ami postier, 100 fr.; un camarade étranger, 20 fr.; un autre camarade étranger, 10 fr.; un lecteur belge de « La Vérité », 20 fr.; un militant du P. C. F., 106 fr. — Total: 42.464 francs.

Tous au Meeting

de solidarité avec les PEUPLES d'INDOCHINE Jeudi 18 Octobre 1945 à 20 h. 30 à la Mutualité

tuer un Parti révolutionnaire. Membre du Parti Communiste Internationaliste depuis 1945.

SCHWARTZ Laurent. Né le 5 mars 1915 à Paris (16^e). Ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure, Professeur de mathématiques à la Faculté des Sciences de Grenoble. Poursuivi par la police de Vichy et la Gestapo en 1942 et 1943 pour activité trotskyste. Membre du Parti Communiste Internationaliste depuis 1936. Secrétaire du P. C. I. pour l'Isère.

FABRE Henri. Né le 19 mai 1920 à Entraigues (Isère) Externe des hôpitaux civils de Grenoble. Responsable des Etudiants Communistes, puis membre du P. C. F. en 1943. Ancien responsable sanitaire régional F. T. P. Membre du P. C. I. depuis 1945.

LAVAL Maurice. Né le 8 septembre 1920 à Saint-Symphorien (Indre-et-Loire). Ouvrier métallurgiste. Emprisonné puis député politique à Mauthausen puis à Orianenbourg pour activité trotskyste (18 mois). Membre du Parti Communiste Internationaliste depuis 1936.

MOMET Renée. Né le 3 juin 1920 à Chemilly (Yonne). Institutrice. Membre du Bureau régional du P. C. I.

La Vie du Parti MANIFESTATION D'UNITE D'ACTION OUVRIÈRE en Bretagne

Quimper, 22 septembre. — Le fasciste Nader, ex-député réactionnaire de la circonscription de Concarneau, qui vota les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940, organisait à Quimper une réunion électorale le vendredi 21 septembre. Les organisations ouvrières alertèrent les travailleurs et environ 2.000 personnes emplirent la salle de réunion. Les partisans de Nader impressionnés par la démonstration ouvrière n'osèrent pas constituer un bureau. Un responsable du P. C. F. prit la présidence et proposa comme assesseurs un membre du Parti Socialiste et un du M. R. P.

Les camarades de notre parti intervinrent et, faisant remarquer qu'ils avaient été les premiers à avertir les travailleurs des manœuvres de Nader, exigèrent d'être représentés au bureau. Le bureau fut finalement composé d'un membre du P. S. un du P. C. F. et un du Parti Communiste Internationaliste auxquels furent adjoints un déporté de Mauthausen, le père de notre camarade Marc Bourhis fusillé à Chateaubriant. Au milieu des élans, le réactionnaire Nader tenta une fautive justification, rappelant qu'il avait été également déporté; mais un déporté vint préciser quelle avait été au camp la lamentable conduite de Nader.

A son tour, Pierre Guéguen montra la responsabilité de Nader dans l'arrestation de nos camarades Guéguen et Bourhis.

Après des interventions des représentants du P. C. F. et du P. S., la camarade Alice Bourhis apporta quelques précisions sur Nader. Enfin un autre militant développa notre position dans les élections et (comme nous ne présentons pas de candidats) invita à voter pour le P. C. F.

« La Vérité » et les brochures du parti furent accueillies avec sympathie.

En conclusion: bonne réunion pour la classe ouvrière et le Parti.

principal grief que les délégués des « grands » firent à leurs gouvernants, fut que ces derniers ne les invitaient pas, eux aussi, à participer aux conférences et réunions officielles. Hillmann, délégué des Etats-

80.000 balles de coton pourrissent sur les quais du Havre; CONTROLE OUVRIER DE LA PRODUCTION!

Unis demanda même que des représentants syndicaux participent à côté des impérialistes, dans les commissions d'occupation en Allemagne et au Japon.

Les délégués soviétiques eurent dans l'ensemble une attitude plus décente et ils prirent la défense des petits pays. Toutefois sur la question de l'organisation de la paix, ils répétèrent la phraseologie type des dirigeants stalinien — qu'on peut lire aussi chaque jour dans l'Humanité — sur « l'esprit de Yalta et de San-Francisco ». Eux non plus n'appellèrent pas les travailleurs à la lutte directe pour la défense de la paix. La délégation française, en général, emboîta le pas à la soviétique.

Ce ne fut que la Chine, et surtout les délégués coloniaux qui eurent une attitude de lutte de classe. Moustapha Arisa, délégué du Liban, déclara que la classe ouvrière de son pays n'acceptera pas qu'un nouvel impérialisme remplace l'ancien. De même, les délégués de la Trinité, de la Jamaïque et d'autres colonies, demandèrent la liberté pour leur pays. Le délégué hindou souligna que malgré l'avènement des travaillistes, les prisonniers sont toujours pleines de détenus politiques aux Indes. Quant au délégué de la Grèce occupée par les troupes du gouvernement « socialiste » de Londres, et qui à la dernière conférence avait fait entendre la voix des combattants de l'ELAS, il était cette fois-ci, lui-même en prison.

Cette conférence n'aura nullement exprimé la volonté des dizaines de millions de syndiqués du monde entier. Ce ne fut que le reflet de celle de Londres où les « grands » préparèrent la 3^e guerre mondiale, et comme ce congrès, tenu dans les meilleures conditions techniques aurait pu être autre chose si la voix des travailleurs révolutionnaires s'était fait entendre et non celle des gouvernants.

Malgré tout, l'unité syndicale in-

ternationale fut réalisée à cette conférence, ceci peut avoir une extrême importance et ce peut être un instrument précieux de lutte pour les travailleurs. Ainsi, la conférence aurait pu amener une aide de première importance au peuple indochinois qui lutte contre l'impérialisme, en pre-

80.000 balles de coton pourrissent sur les quais du Havre; CONTROLE OUVRIER DE LA PRODUCTION!

Unis demanda même que des représentants syndicaux participent à côté des impérialistes, dans les commissions d'occupation en Allemagne et au Japon.

Les délégués soviétiques eurent dans l'ensemble une attitude plus décente et ils prirent la défense des petits pays. Toutefois sur la question de l'organisation de la paix, ils répétèrent la phraseologie type des dirigeants stalinien — qu'on peut lire aussi chaque jour dans l'Humanité — sur « l'esprit de Yalta et de San-Francisco ». Eux non plus n'appellèrent pas les travailleurs à la lutte directe pour la défense de la paix. La délégation française, en général, emboîta le pas à la soviétique.

Ce ne fut que la Chine, et surtout les délégués coloniaux qui eurent une attitude de lutte de classe. Moustapha Arisa, délégué du Liban, déclara que la classe ouvrière de son pays n'acceptera pas qu'un nouvel impérialisme remplace l'ancien. De même, les délégués de la Trinité, de la Jamaïque et d'autres colonies, demandèrent la liberté pour leur pays. Le délégué hindou souligna que malgré l'avènement des travaillistes, les prisonniers sont toujours pleines de détenus politiques aux Indes. Quant au délégué de la Grèce occupée par les troupes du gouvernement « socialiste » de Londres, et qui à la dernière conférence avait fait entendre la voix des combattants de l'ELAS, il était cette fois-ci, lui-même en prison.

Cette conférence n'aura nullement exprimé la volonté des dizaines de millions de syndiqués du monde entier. Ce ne fut que le reflet de celle de Londres où les « grands » préparèrent la 3^e guerre mondiale, et comme ce congrès, tenu dans les meilleures conditions techniques aurait pu être autre chose si la voix des travailleurs révolutionnaires s'était fait entendre et non celle des gouvernants.

Malgré tout, l'unité syndicale in-

PERMANENCE DU P.C.I.

19, rue Daugette, Paris-14^e

Tous les après-midi de 15 à 20 h. et le dimanche matin de 9 h. à 12 h.